

Rapport financier trimestriel

Période terminée le 30 septembre 2012

Publié le 29 novembre 2012





TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	3
	FINANCEMENT	3
	PROMOTION	3
	ADMINISTRATION DE PROGRAMMES	3
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL	3
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	4
	PERSONNEL.....	4
4.	GOVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE	4
5.	GESTION DU RISQUE.....	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	5
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS.....	5
	DÉPENSES DE SUPPORT	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	7
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU 2 ^E TRIMESTRE	7
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	8
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	9
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2012.....	10
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION	10
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS	12
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	13
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	14
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	15
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	16
	ANNEXES A ET B – AUTRES RENSEIGNEMENTS	17

1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. Notre mandat est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans culturel, industriel et commercial. La Société offre ses services à partir de ses bureaux de Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

Financement

Téléfilm soutient financièrement le développement et la production (incluant la coproduction en vertu de traités officiels) de longs métrages qui présentent un potentiel de succès au Canada et à l'étranger.

Promotion

Téléfilm agit de façon à stimuler la demande des auditoires pour du contenu canadien multi-écrans, au Canada et à l'étranger, notamment:

- en soutenant la mise en marché et la promotion de longs métrages et talents canadiens et en participant à des événements de l'industrie comme des festivals et des marchés qui aident les entreprises audiovisuelles canadiennes à promouvoir et à vendre leurs productions;
- en effectuant des partenariats pour aider l'industrie à promouvoir ses productions et ses talents dans le monde entier et en faisant la promotion de la diversité et des créateurs émergents issus des minorités de langue officielle et des communautés autochtones.

Administration de programmes

En plus de ses propres programmes et initiatives, Téléfilm administre aussi les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC), par l'entremise d'une entente de services.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la [Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État](#) établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

La Société et le Groupe de Fonds Rogers ont accueilli l'Office national du film du Canada (ONF) en tant que nouveau partenaire du Programme pour le long métrage documentaire. Ce partenariat public-privé unique offre une aide financière aux projets de longs métrages documentaires pour les étapes de la production et de la postproduction et son budget s'élève à 1,5 million de dollars par année. Également, deux rencontres furent réalisées avec les groupes de travail du Fonds du long métrage du Canada, traitant du nouveau programme de production. Par ailleurs, la Société a calculé son nouvel Indice de réussite qui démontre que l'industrie canadienne du cinéma connaît de plus en plus de succès au pays et à l'étranger. L'Indice de réussite mesure les résultats, d'une année à l'autre, du succès commercial, culturel et industriel des longs métrages appuyés par la Société et celui-ci a progressé de près de 24 % en 2011.



Activités

Dans le cadre de ses activités d'investissement, la Société a soutenu au cours du trimestre 18 nouvelles productions pour un montant total de 23,5 millions de dollars. Sur la scène internationale, le [MIPCOM](#) (le plus grand marché mondial des contenus télévisuels et numériques), en partenariat avec la Société et le Fonds des médias du Canada, a sélectionné le Canada comme pays à l'honneur de l'édition 2012. C'est ainsi que l'industrie canadienne de l'audiovisuel dans son ensemble sera célébrée sept jours durant. Plus de 228 sociétés canadiennes seront présentes et appuyées de leaders des médias canadiens lors de cet événement qui inclura notamment un programme de conférences, des sessions d'appariement pour les intervenants de l'industrie, des projections spéciales et la présence de personnalités canadiennes de renommée internationale. D'autre part, le comité de sélection pancanadien des Oscars a sélectionné le long métrage *Rebelle*, réalisé par Kim Nguyen, pour représenter le Canada dans la course aux nominations des Oscars dans la catégorie du Meilleur film en langue étrangère. La cérémonie annuelle aura lieu en 2013. Finalement, la Société est fière d'annoncer que neuf films canadiens, dont trois coproductions, seront présentés au [Festival international du film de Busan](#) en Corée du Sud qui est l'un des plus importants festival de films en Asie.

Au Canada, la Société a mis en lumière les talents canadiens à l'occasion de la 37^e édition du [Festival international du film de Toronto](#), via sept initiatives différentes, soit : les activités *Filmmaker Boot Camp*, *Eye On TIFF*, *Talents en vue*, *PITCH THIS!*, *TIFF Rising Stars*, *Talent Lab* et le microsite *Pleins feux sur les producteurs au Festival*. La Société a également démontré son savoir faire en tant que promoteur des talents et créateur de partenariats en s'unissant au [Festival international du film de Calgary](#), au Fonds des médias du Canada et à [Alberta Film](#) pour favoriser le maillage entre le public de Calgary, les milieux de la politique, des affaires et du secteur du film de l'Alberta dans le cadre du visionnement de *Midnight's Children*, le dernier long métrage de Deepa Mehta, lors du gala tapis rouge de la cérémonie d'ouverture du Festival. En dernier lieu, la Société a appuyé la mise en valeur des talents canadiens lors du 31^e [Festival international du film de Vancouver](#) en participant aux *Film & Television Forum*, aux *Réunions internationales Tête-à-Tête de Téléfilm Canada* de même qu'aux *Rencontres express du Film & Television Forum*. L'objectif était d'encourager les intervenants de l'industrie à établir des partenariats et de stimuler l'intérêt du public envers le cinéma canadien.

Personnel

La directrice des communications et membre du comité de direction, Mme Denise Arab, a quitté ses fonctions au cours du trimestre. Il n'y a aucun autre changement au sein du comité de direction ni du conseil d'administration.

4. GOUVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE

La gouvernance de la Société s'effectue par le biais des activités du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que par le comité de direction présidé par la directrice générale et ses comités dérivés. Le conseil d'administration, le comité de vérification et des finances et le comité des candidatures, d'évaluation et de la gouvernance ont chacun tenu une réunion au cours du trimestre. Le comité de direction, quant à lui, se rencontre périodiquement.

La Société mandate une firme externe pour la réalisation de travaux d'audit interne et la reddition de compte est effectuée au comité de vérification et des finances de la Société. À ce jour, trois des cinq mandats planifiés sont présentement en cours.

5. GESTION DU RISQUE

La Société s'efforce d'intégrer la gestion des risques dans le cadre d'un processus de gestion continu. À cet égard, un forum des gestionnaires a été tenu au cours du dernier trimestre visant à mieux intégrer et à uniformiser la compréhension de la gestion des risques dans un contexte opérationnel quotidien. Par ailleurs, de façon générale les risques ont diminué au cours du dernier trimestre.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La Direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce dans les délais impartis par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, la Direction applique des moyens et méthodes qui lui permettent d'identifier les ajustements requis. Dans un but d'efficacité, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, la capitalisation d'éléments de dépenses aux immobilisations corporelles et certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs n'ont pas été effectués au 30 septembre 2012. L'importance de ces ajustements à apporter aux montants, au classement ou à la présentation est jugée négligeable par la Direction, les états financiers donnant, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

L'identification des écarts à expliquer provient de seuils établis en collaboration avec le comité de vérification et des finances de la Société.

Dépenses de support

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012

	Budget	Réel (M\$)		Écart			
	2012- 2013	2012- 2013	2011- 2012	Budget		Réel	
				\$	%	\$	%
Production	27,1	32,2	25,0	-5,1	-19	7,2	29
Développement	5,4	3,8	3,0	1,6	30	0,8	27
	32,5	36,0	28,0	-3,5	-11	8,0	29
Mise en marché	7,0	4,1	5,2	2,9	41	-1,1	-21
Événements internationaux	1,6	1,4	1,6	0,2	13	-0,2	-13
Promotion	4,9	4,1	2,6	0,8	16	1,5	58
	13,5	9,6	9,4	3,9	29	0,2	2
	46,0	45,6	37,4	0,4	1	8,2	22

Les dépenses d'aide à la production affichent des écarts significatifs par rapport au budget ainsi qu'en regard des dépenses du semestre antérieur. Le déficit budgétaire est circonstanciel et découle d'une accélération dans la soumission des projets par rapport à ce qui avait été prévu. Pour ce qui est de l'écart relié aux dépenses, la Société a globalement soutenu plus de projets par rapport au semestre comparatif. Notons que cet écart favorable est temporaire puisque le budget global pour l'exercice en cours est inférieur à celui de l'an passé.

Les dépenses d'aide au développement sont inférieures aux attentes budgétaires initiales. La Société planifiait recevoir un plus grand nombre de demandes au cours du semestre en conséquence de la refonte du programme qui a, entre autres, permis l'élimination des dates de dépôt pour les projets de langue française. La Direction anticipe recevoir d'autres demandes au cours du prochain trimestre, ce qui réduirait le surplus budgétaire. Finalement, la hausse des dépenses par rapport au semestre comparatif s'explique par le mode de soumission du programme qui s'effectue maintenant par portefeuille de projets et qui implique l'octroi de montants plus élevés.

L'aide à la distribution et à la mise en marché présente un surplus budgétaire temporaire. Cet écart découle du fait que, globalement, moins de projets furent financés qu'anticipés et ce, particulièrement pour le volet sélectif. La Société s'attend par contre à une recrudescence des demandes de financement en lien avec le nombre de sorties en salle attendues au cours des prochains mois. Finalement, la baisse des dépenses de 1,1 million par rapport au semestre comparatif découle principalement d'une réduction temporaire significative du nombre et des montants par projet signé provenant du volet sélectif.

Les activités reliées aux événements internationaux présentent un surplus budgétaire et une baisse des dépenses en regard des données comparatives qui découle d'un ensemble de variations non significatives. Les dépenses d'aide à la promotion présentent, quant à elle, à la fois un surplus budgétaire et une hausse des dépenses par rapport au semestre précédent. En effet, la Société a mis en œuvre son nouveau programme de promotion qui présente un processus uniformisé qui accélère le traitement des demandes de financement. En conséquence, plus de contrats ont été signés comparativement à l'exercice précédent. Cependant, le niveau d'activité n'a pas atteint la planification budgétaire initiale. Il est attendu que cet écart se résorbera au cours des prochains trimestres.

Frais de fonctionnement et d'administration

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012

	Budget	Réel (M\$)		Écart			
	2012- 2013	2012- 2013	2011- 2012	Budget		Réel	
				\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	10,1	9,9	9,9	0,2	2	-	-
Location	1,0	1,0	1,0	-	-	-	-
Technologies de l'information	0,9	0,8	0,7	0,1	11	0,1	14
Honoraires professionnels	1,2	0,5	0,9	0,7	58	-0,4	-44
Amortissement	s.o.	0,5	0,5	s.o.	s.o.	-	-
Voyages	0,3	0,2	0,3	0,1	33	-0,1	-33
Frais de bureau	0,3	0,2	0,3	0,1	33	-0,1	-33
Publicité et publications	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-
	13,9	13,2	13,7	1,2	9	-0,5	-4

La Société est en bonne position budgétaire après un semestre d'activité. De plus, les dépenses sont généralement stables en regard des données comparatives.

Les dépenses de technologies de l'information sont en hausse en comparaison du semestre précédent, laquelle provient essentiellement des coûts inhérents aux ordinateurs. Les honoraires professionnels présentent un écart budgétaire temporaire qui provient majoritairement de dépenses anticipées pour des activités courantes dont les travaux en cours ne sont pas encore facturés, notamment pour les services de vérification interne et de développement d'application et de maintenance informatique. De plus, les honoraires professionnels du semestre sont en baisse en regard des données comparatives. Cette baisse d'honoraires est attribuable principalement à certains services de l'exercice précédent non répétitifs reliés à la mise en place d'initiatives découlant du plan d'entreprise, tels que la mise en œuvre du Fonds des Talents et l'initiative stratégique reliée à la promotion des œuvres canadiennes.

Par ailleurs, les dépenses reliées aux voyages présentent des écarts favorables et ce tant par rapport au budget qu'en ce qui a trait aux données comparatives. La Société ne s'attend pas à une économie budgétaire marquée sur ce poste, bien que certains déplacements prévus pour la mise à jour d'équipements informatiques ont été reconsidérés à ce jour. La diminution des frais de voyages par rapport au semestre comparatif provient de plusieurs secteurs d'activités et est temporaire, car le niveau attendu des dépenses au 31 mars devrait être comparable à celui de l'exercice précédent.

Finalement, les frais de bureau sont inférieurs aux attentes budgétaires et en deçà des données comparatives. L'ensemble des activités de formation et de développement professionnel n'ont pas encore été complètement déployées et font l'objet d'une réévaluation aussi, le report de la mise à jour de certains équipements informatiques contribue à la position budgétaire favorable. D'autre part, la baisse des frais de bureau en regard des résultats comparatifs s'explique notamment par un changement des besoins dans l'utilisation de données provenant de l'industrie et par la prise en charge d'activités promotionnelles par le nouveau programme de promotion.

Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012

	Budget	Réel (M\$)		Écart			
	2012- 2013	2012- 2013	2011- 2012	Budget		Réel	
				\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	49,5	53,6	45,9	4,1	8	7,7	17
Honoraires de gestion provenant du FMC	5,3	5,1	5,1	-0,2	-4	-	-
Revenus d'investissements et récupérations	4,0	6,2	4,8	2,2	55	1,4	29
Intérêts et autres revenus	s.o.	0,1	0,1	s.o.	s.o.	-	-
	58,8	65,0	55,9	6,1	10	9,1	16

L'augmentation du crédit parlementaire utilisé par rapport à l'exercice antérieur est directement corrélée à la hausse significative des paiements reliés aux dépenses de support. Les revenus d'investissements et récupérations génèrent des écarts positifs, tant par rapport au budget qu'en regard des revenus comparatifs. La Société n'a pas de contrôle sur les ventes effectuées et, en conséquence, il est difficile de prévoir les niveaux de revenus et de récupérations, de sorte que le budget des revenus est basé sur des données historiques. Plusieurs éléments expliquent la hausse des revenus par rapport au semestre précédent, notamment l'augmentation des récupérations d'avance provenant des projets financés en développement et en mise en marché. À cet égard, les distributeurs ont engrangé plus de remises comportant des sommes plus élevées en comparaison à l'exercice antérieur, notamment de films à succès tel que *Barney's version*.

8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU 2^E TRIMESTRE

	Réel (M\$)		Écart	
	2012- 2013	2011- 2012	\$	%
Dépenses de support	32,9	25,4	7,5	30
Frais de fonctionnement et d'administration	6,2	6,8	-0,6	-9
Revenus	8,0	6,6	1,4	21
Crédit parlementaire	34,9	27,1	7,8	29
Excédent	3,8	1,5	2,3	153

Au 2^e trimestre, les dépenses de support ont connu une hausse de près de 8 M\$. Cette hausse s'explique particulièrement par un accroissement des montants investis sur quelques projets en comparaison des financements octroyés lors du trimestre précédent. Également, à la suite de la refonte du programme d'aide à la promotion, le nouveau processus uniformisé a permis d'accélérer l'octroi de contrat de financement pour certains événements récurrents et d'augmenter le niveau de dépenses par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation des revenus découle principalement d'une hausse des remises des distributeurs et l'accroissement du crédit parlementaire s'explique par la hausse des paiements reliés aux dépenses de support du trimestre.

9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel (M\$)		Écart	
	30 sept 2012	31 mars 2012	\$	%
Actifs financiers				
Encaisse	46,2	41,1	5,1	12
Débiteurs	5,5	4,0	1,5	38
À recevoir du FMC	2,5	2,6	-0,1	-4
	54,2	47,7	6,5	14
Passifs financiers				
Créditeurs	1,1	1,6	-0,5	-31
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	32,5	33,9	-1,4	-4
Passif au titre des avantages sociaux futurs	2,2	2,2	-	-
Actifs financiers nets	18,4	10,0	8,4	84
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	1,7	2,3	-0,6	-26
Charges payées d'avance	0,1	1,9	-1,8	-95
Excédent accumulé	20,2	14,2	6,0	42

Actifs financiers

Notre actif financier le plus important, la trésorerie, a augmenté depuis le 31 mars, ce qui s'explique principalement par les récupérations enregistrées depuis les six derniers mois. Les débiteurs qui sont composés majoritairement de taxes à recevoir et de revenus d'investissements et de récupérations à recevoir ont également augmenté. La hausse provient des taxes à recevoir qui présentent des sommes supérieures à récupérer, cohérentes avec la hausse des activités du deuxième trimestre par rapport aux activités des derniers mois de l'exercice 2011-2012. Également, les revenus et récupérations à recevoir ont augmenté à la suite d'une remise substantielle qui sera encaissée à court terme.

Passifs financiers

La diminution des créditeurs est expliquée principalement par le règlement des créditeurs habituels du 31 mars 2012. En cours d'année, la Société effectue une démarcation limitée et ciblée ce qui contribue à réduire le solde des comptes à payer.

Actifs non financiers

Une autre fluctuation découle d'une diminution de la valeur nette des immobilisations, qui est liée à l'amortissement de l'exercice. Les charges payées d'avance ont diminué de façon significative (1,8 M\$). La totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent ont été enregistrées à la dépense et le nouveau solde est entièrement attribuable à des charges du mois d'octobre.

10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'une autorisation parlementaire annuelle. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'une autorisation parlementaire qui a été approuvée lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers.

(M\$)	30 sept. 2012
Coût de l'exploitation	58,9
Rajustements ayant une incidence sur le coût de l'exploitation:	
Amortissement	(0,5)
Rajustements ayant une incidence sur l'utilisation du crédit parlementaire :	
Redressement relatif aux conditions d'admissibilité des dépenses de support	1,4
Frais de fonctionnement financés par le FMC	(5,1)
Charges payées d'avance administratives au 31 mars	(1,2)
Charges payées d'avance administratives au 30 septembre	0,1
	(4,8)
Crédit parlementaire constaté au 30 septembre	53,6
Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents	49,4
Crédit parlementaire autorisé	103,0

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2012-2013 diminué des économies annoncées au budget du gouvernement fédéral de mars dernier.

11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2012**Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, CPA, CA, MBA
Directrice générale



Denis Pion,
Directeur, Administration et Services d'entreprise

Montréal, Canada

Le 26 novembre 2012

État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2012

<i>En milliers de dollars</i>	Annexe	Trimestre terminé le 30 sept.	
		2012	Redressé - Note 2 2011
Dépenses de support			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		24 546	18 035
Aide au développement		3 633	1 755
		28 179	19 790
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Aide à la distribution et mise en marché		788	2 790
Participation aux événements internationaux		307	392
Promotion		3 625	2 401
		4 720	5 583
		32 899	25 373
Frais de fonctionnement et d'administration	A	6 171	6 778
Coût de l'exploitation		39 070	32 151
Revenus			
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 433	2 625
Revenus d'investissements et récupérations		5 516	3 963
Intérêts et autres revenus		49	27
		7 998	6 615
Coût net de l'exploitation avant le financement		31 072	25 536
Financement gouvernemental			
Crédit parlementaire		34 879	27 093
Excédent		3 807	1 557
Excédent accumulé au début		16 486	14 318
Excédent accumulé à la fin		20 293	15 875

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.

État des résultats

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012

<i>En milliers de dollars</i>	Annexe	Semestre terminé le 30 sept.		
		Budget Cumulatif	2012 Cumulatif	2011 Cumulatif
				Redressé - Note 2
Dépenses de support				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		27 122	32 246	24 986
Aide au développement		5 350	3 742	2 987
		32 472	35 988	27 973
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Aide à la distribution et mise en marché		6 987	4 145	5 222
Participation aux événements internationaux		1 625	1 409	1 618
Promotion		4 945	4 057	2 619
		13 557	9 611	9 459
		46 029	45 599	37 432
Frais de fonctionnement et d'administration	B	13 990	13 273	13 732
Coût de l'exploitation		60 019	58 872	51 164
Revenus				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		5 280	5 063	5 146
Revenus d'investissements et récupérations		4 000	6 211	4 815
Intérêts et autres revenus		-	82	53
		9 280	11 356	10 014
Coût net de l'exploitation avant le financement		50 739	47 516	41 150
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		49 508	53 588	45 900
Excédent (déficit)		(1 231)	6 072	4 750
Excédent accumulé au début			14 221	11 125
Excédent accumulé à la fin			20 293	15 875

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.

État de la situation financière

<i>En milliers de dollars</i>	30 septembre 2012	31 mars 2012
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	46 202	41 088
Débiteurs	5 527	4 010
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 456	2 636
	54 185	47 734
Passifs financiers		
Créditeurs et charges à payer	1 100	1 572
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	32 460	33 894
Passif au titre des avantages sociaux futurs	2 204	2 186
	35 764	37 652
Actifs financiers nets	18 421	10 082
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	1 728	2 264
Charges payées d'avance	144	1 875
	1 872	4 139
Excédent accumulé	20 293	14 221

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.

État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2012

<i>En milliers de dollars</i>	30 septembre 2012	31 mars 2012
Excédent	6 072	3 096
Opérations liées aux immobilisations corporelles		
Amortissement	536	1 092
Acquisition	-	(93)
Autres opérations		
Acquisitions des charges payées d'avance	(144)	(1 875)
Utilisation des charges payées d'avance	1 875	1 797
Augmentation des actifs financiers nets	8 339	4 017
Actifs financiers nets au début de l'exercice	10 082	6 065
Actifs financiers nets à la fin	18 421	10 082

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.

État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 30 septembre 2012

	Trimestre terminé le 30 sept.		Semestre terminé le 30 sept.	
	2012	Redressé - Note 2 2011	2012	Redressé - Note 2 2011
<i>En milliers de dollars</i>				
Activités de fonctionnement				
Excédent	3 807	1 557	6 072	4 750
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Augmentation (diminution) des obligations relatives aux programmes d'aide financière	1 494	2 625	(1 434)	(844)
Augmentation (diminution) du passif au titre des avantages sociaux futurs	19	(20)	18	(24)
Amortissement des immobilisations corporelles	267	274	536	548
	5 587	4 436	5 192	4 430
Variations des éléments financiers hors caisse:				
Diminution (augmentation) des débiteurs	(2 949)	(1 010)	(1 517)	288
Diminution (augmentation) du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	179	(81)	180	426
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(131)	381	(472)	328
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(1)	3	1 731	1 654
	2 685	3 729	5 114	7 126
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	-	(76)	-	(76)
Augmentation du montant à recevoir du Trésor	2 685	3 653	5 114	7 050
Montant à recevoir du Trésor au début	43 517	40 636	41 088	37 239
Montant à recevoir du Trésor à la fin	46 202	44 289	46 202	44 289

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.

Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la diction de la Société selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2012. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2012.

Les données financières présentées dans les états financiers, les notes complémentaires et les annexes sont en milliers de dollars canadiens.

2. Adoption des normes comptables pour le secteur public

Au 31 mars 2012 la Société a adopté de façon rétroactive le chapitre SP 3410 révisé « Paiements de transfert ». Selon les NCCSP, la Société doit comptabiliser un paiement de transfert à titre de charge dans l'exercice où le transfert est autorisé et où le requérant satisfait aux critères d'admissibilité. Conséquemment, la Société a comptabilisé de façon anticipée, au 30 septembre 2011, les obligations relatives aux programmes d'aide financière aux passifs financiers en réduction de l'excédent accumulé pour un montant de 33 236\$. Certaines données comparatives au 30 septembre 2011 ont donc été retraitées pour tenir compte de cette adoption. La Société a préparé des conciliations permettant de comprendre les effets de ce retraitement.

a) Conciliation de l'état des résultats

Le tableau suivant illustre l'incidence de l'application du chapitre SP 3410 sur les résultats comparatifs du 30 septembre 2011.

	30 septembre 2011	
	Trimestriel	Cumulatif
Excédent	4 182	3 906
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	(2 625)	844
Excédent	1 557	4 750

b) Conciliation de la situation financière

Le tableau suivant illustre l'incidence de l'application du chapitre SP 3410 sur la situation financière au 30 septembre 2011.

	30 septembre 2011
Excédent accumulé	49 111
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	(33 236)
Excédent accumulé	15 875

3. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée en septembre 2012.

Annexes A et B – Autres renseignements
A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 30 sept.	
	2012	2011
Salaires et avantages sociaux	4 767	4 975
Location, taxes, chauffage et électricité	460	449
Amortissement d'immobilisations corporelles	267	274
Honoraires professionnels	206	511
Technologies de l'information	204	132
Voyages et accueil	114	173
Frais de bureau	98	209
Publicité et publications	55	55
	6 171	6 778

B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Semestre terminé le 30 sept.		
	Budget	2012	2011
Salaires et avantages sociaux	10 136	9 884	9 911
Location, taxes, chauffage et électricité	979	997	969
Technologies de l'information	863	826	730
Amortissement d'immobilisations corporelles	-	536	548
Honoraires professionnels	1 233	478	870
Voyages et accueil	335	239	289
Frais de bureau	332	221	329
Publicité et publications	112	92	86
	13 990	13 273	13 732